

**Aide-mémoire:
Accompagner les familles
présentant des inquiétudes
quant à la sécurité et aux
besoins de base du
nouveau-né**

Novembre 2025

RÉDACTION

La Direction des Services à la jeunesse remercie sincèrement tous les partenaires du réseau de la santé et des services sociaux, ainsi que les collaborateurs intraministériels, pour leur apport essentiel à la qualité et à la pertinence de ce document.

Lors du processus de rédaction, ce document a été rédigé avec la contribution des directions suivantes :

Direction du Développement des enfants et des jeunes

Direction Santé mère-enfant

Direction des Services de protection de la jeunesse, de la diversité et des communautés des Premières Nations et des Inuit

MISE EN CONTEXTE

Le 13 mars 2023 a marqué la fin des avertissements de naissance, communément appelés « *les alertes bébés* ». Depuis, une directive transmise aux établissements de santé et de services sociaux a ciblé les interventions à privilégier dans le cadre d'un **Plan de services préventifs et intensifs en période prénatale (PSPIPP)**. L'objectif général de ce plan est d'implanter un mécanisme concerté au sein des établissements afin d'accompagner les familles qui suscitent des inquiétudes quant à la sécurité et à la réponse aux besoins de base du nouveau-né. Cet aide-mémoire présente brièvement les formes de maltraitance, les facteurs de risque pour l'enfant à naître et les situations parentales à risque pour le nouveau-né.

Ce document vise également à soutenir les intervenantes et intervenants en périnatalité afin qu'ils puissent repérer les familles susceptibles de bénéficier d'un PSPIPP et identifier les facteurs de risque de maltraitance. Toutefois, il ne remplace pas le jugement clinique. Une vigilance particulière est requise quant aux risques de généralisation ou de stigmatisation des familles liés aux facteurs énumérés. De plus, les éléments détaillés dans les tableaux ne sont pas limitatifs, c'est-à-dire qu'ils peuvent s'appliquer à d'autres situations. Ils doivent être analysés en tenant compte de l'évaluation réalisée par les professionnelles et professionnels concernés.

MANIFESTATIONS DE LA MALTRAITANCE ET FACTEURS DE RISQUE

« La maltraitance englobe toutes les formes de négligence, de violence ou d'abus susceptibles de nuire à l'intégrité physique et psychologique et au développement de l'enfant. Au Québec, la forme de maltraitance la plus souvent confirmée par les services de protection de l'enfance est la négligence. » (Clément et coll., 2018, p. 22)

Tableau 1. Principaux facteurs de risque associés à la maltraitance

Facteurs individuels (enfants)	Facteurs individuels (parents)
<ul style="list-style-type: none">• Sexe (garçon) et âge (jeune)• Troubles externalisés (trouble de comportement)• Troubles internalisés (dépression, anxiété)• Problèmes médicaux (prématurité, retards de développement)• Faibles compétences sociales	<ul style="list-style-type: none">• Grossesse non désirée• Tempérament du parent (agressif, impulsif)• Troubles de santé mentale (dépression, trouble anxieux)• Consommation abusive (abus d'alcool, drogues)• Attitudes d'attribution négatives• Faible estime de soi• Stress parental (enfant perçu difficile, faible sentiment de compétence parentale)• Événements de vie stressants (divorce, problèmes de santé, problèmes légaux)• Maltraitance dans l'enfance, relation difficile avec parents• Activité criminelle (comportement de violence)

Facteurs socioéconomiques et culturels	Facteurs familiaux	Facteurs temporels
<ul style="list-style-type: none"> • Monoparentalité • Plusieurs enfants vivant sous le même toit • Faible soutien social • Sans emploi (chômage, aide sociale) • Faible statut socioéconomique (pauvreté, quartier défavorisé, mobilité résidentielle) • Normes légales et culturelles (tolérance envers la violence, loi, perception de l'enfant) 	<ul style="list-style-type: none"> • Relation parent-enfant difficile • Pratique coercitive (punition corporelle) • Conflits familiaux • Faible satisfaction conjugale • Violence conjugale • Faible cohésion familiale 	<ul style="list-style-type: none"> • Événements de vie stressants (divorce, problèmes de santé) • Entrée à l'école (primaire et secondaire)

Source : Clément, M.-È., M.-H. Gagné et S. Hélie (2018). La violence et la maltraitance envers les enfants. Dans J. Laforest, P. Maurice, L. M. Bouchard (Dir.), Rapport québécois sur la violence et la santé, Québec, Institut national de santé publique du Québec, pp.21-54. www.inspq.qc.ca/rapport-quebecois-sur-la-violenceet-la-sante/la-violence-et-la-maltraitance-envers-les-enfants

PÉRIODE PRÉNATALE

En complémentarité avec les facteurs de risque associés à la maltraitance, l'observation d'un ou de plusieurs des éléments ci-dessous, en période prénatale, peut générer des doutes quant à la présence de difficultés chez le ou les parents¹. En effet, ces éléments sont à considérer pour évaluer le profil de vulnérabilité des familles et peuvent les prédisposer à vivre une situation de maltraitance. Cette liste est informative. Elle ne constitue pas une base clinique suffisante pour poser un diagnostic.

- Instabilité domiciliaire
- Absence de déclaration de grossesse
- Absence de suivi de grossesse ou absence à plusieurs rendez-vous
- Précarité économique et sociale (jeunes parents, réseau de soutien familial et social absent ou limité, manque d'argent pour l'essentiel)
- Absence de préparation à la venue de l'enfant
- Ambivalence vis-à-vis de la grossesse et de la naissance à venir (l'un ou l'autre des parents)
- Co-parent présent dans la vie du parent ou de la mère, mais désintéressé vis-à-vis de la grossesse et du bébé à naître
- Difficultés pour les parents à prendre soin d'eux-mêmes (désorganisation, hygiène problématique sévère)
- État de l'habitation (insalubrité, encombrement problématique)
- Précarité liée à certains parcours migratoires (demandeur d'asile, réfugié, etc.)
- Déficience intellectuelle ou physique
- Conflits de couple, apparence de violence conjugale
- Problème de santé mentale ou physique

¹ Source : Direction de la protection de la jeunesse et du programme jeunesse du Bas-Saint-Laurent, volet pratique professionnelle et développement clinique (2023). *Repérage du nouveau-né à risque de maltraitance, plan de services préventifs et intensifs en période prénatale*, CISSS Chaudière-Appalaches

- Craintes liées à l'observation de comportements violents chez les parents : signes d'impatience, agressivité, gestes brusques
- Intervention de la Direction de la protection de la jeunesse (antérieure ou actuelle, la fratrie ne demeure pas avec le ou les parents)
- Refus de services de santé ou de services sociaux requis
- Refus du père, de la mère ou du couple de participer à des programmes de soutien (*Concerto* ou *Main dans la main*)

Bien que certaines situations puissent être qualifiées de « préoccupantes » pendant la grossesse, les services doivent viser l'accompagnement et le soutien des familles pour développer et renforcer les facteurs de protection afin de bien les préparer à l'arrivée de leur bébé. Les programmes d'intervention *Concerto* et *Main dans la main* constituent des initiatives intéressantes pour rejoindre les familles qui ont besoin d'un soutien supplémentaire. Dans d'autres régions, l'instauration d'un PSPIPP permet, notamment, de cibler et d'orienter la clientèle à risque vers les services de proximité offerts par les établissements et dans la communauté. En contexte de périnatalité, l'élaboration d'un PSPIPP permet non seulement de repérer les difficultés rencontrées ainsi que certains facteurs de risque concernant les parents, mais également d'offrir un soutien aux familles. En effet, une trajectoire de services préventifs peut donner l'occasion de maintenir un lien jusqu'à la période postnatale, de déployer un filet de sécurité, de nommer aux parents les préoccupations, d'identifier et de mettre en place des solutions.

PÉRIODE POSTNATALE

Après la naissance de l'enfant, le cumul des facteurs de risque doit être considéré avec le niveau élevé de vulnérabilité du bébé. En tout temps, il peut générer un appel au service de la réception et traitement des signalements (RTS) pour un signalement ou une info-consultation. Cette dernière permet d'obtenir des réponses aux questions soulevées et d'être guidée dans les démarches à entreprendre. L'observation de certains éléments, en période postnatale, peut s'ajouter à l'analyse globale de la situation. Plusieurs de ces critères s'avèrent pertinents pour apprécier la qualité de la disponibilité émotionnelle du parent envers son enfant et sa capacité à assurer la sécurité et le développement de l'enfant².

- Signes et symptômes de sevrage chez le bébé
- Absence ou présence limitée des parents au chevet de l'enfant
- Méconnaissance du développement de l'enfant et de ses besoins (attentes irréalistes envers le comportement ou le degré d'autonomie de son enfant)
- Non-intégration des apprentissages avec l'arrivée du nouveau-né
- Absence ou participation limitée des parents aux soins du bébé
- Mauvaise interprétation des signaux de l'enfant
- Faible sentiment de compétence parentale
- Impulsivité-agressivité et signes d'impatience
- Faible engagement relationnel

² Source : Direction de la protection de la jeunesse et du programme jeunesse du Bas-Saint-Laurent, volet pratique professionnelle et développement clinique (2023). *Repérage du nouveau-né à risque de maltraitance, plan de services préventifs et intensifs en période prénatale*, CISSS Chaudière-Appalaches

- Peu d'affection envers l'enfant
- Interactions négatives
- Satisfaction des besoins parentaux au détriment de ceux de l'enfant (immaturité)
- Pratique éducative inconsistante
- Absence de matériel pour le bébé, inadéquat ou en quantité insuffisante
- Absence ou insuffisance de nourriture
- Habillement inadéquat ou insuffisant
- Accessibilité à des substances ou des objets dangereux
- Manque constant d'hygiène chez l'enfant

Pour toutes les situations, il s'avère essentiel de tenir compte des éléments suivants : les faits rapportés, la vulnérabilité de l'enfant, les conséquences de la situation sur ce dernier, la capacité des parents à prendre des moyens pour assurer sa protection et la présence des ressources dans le milieu familial pouvant assurer la sécurité et l'intégrité physique de l'enfant.

ACTIONS À POSER LORS D'UN SUIVI DE GROSSESSE, DE L'ACCOUCHEMENT OU PENDANT LA PÉRIODE POSTNATALE

- Poser des questions au(x) parent(s) afin d'approfondir toute situation psychosociale préoccupante pour la sécurité du nouveau-né.
- Conserver une attitude d'ouverture et de non-jugement.
- Informer le(s) parent(s) des ressources disponibles dans la communauté.
- Documenter les observations, les préoccupations et les interventions réalisées dans les notes au dossier du parent et du nouveau-né.
- Procéder à la référence du ou des parent(s) vers les services appropriés.
- Prendre connaissance des observations des professionnelles et des professionnels concernés lors du suivi de grossesse, ne pas hésiter à les consulter au besoin après avoir obtenu l'autorisation du ou des parent(s) de communiquer des renseignements.

Si les préoccupations demeurent :

- Faire une info-consultation à la DPJ et le noter au dossier;
- Effectuer un signalement à la centrale de signalement/RTS après la naissance;
- S'assurer que les informations préoccupantes soient inscrites sur l'avis de naissance.

L'OBLIGATION DE SIGNALER À LA DPJ

Tout professionnel ou professionnelle qui a des motifs de croire que la sécurité ou le développement d'un enfant est ou peut être compromis a l'obligation de le signaler. Cette obligation s'applique dès la naissance de l'enfant et lors de changements dans sa situation.

Pour plus d'information, consulter la brochure ministérielle [Faire un signalement au DPJ, c'est déjà protéger un enfant.](#)

Motifs justifiant un signalement (Article 38 de la <i>Loi sur la protection de la jeunesse</i>)	Informations utiles pour faire un signalement
<ul style="list-style-type: none"> • Abandon • Négligence (sur le plan physique, de la santé ou éducatif) ou situation à risque sérieux de négligence • Abus sexuel ou situation à risque sérieux d'abus • Abus physique ou situation à risque sérieux d'abus • Mauvais traitements psychologiques • Exposition à la violence conjugale • Troubles de comportement sérieux 	<ul style="list-style-type: none"> • Quelles sont les coordonnées de l'enfant (nom, date de naissance, adresse, etc.) • Quelles sont ses caractéristiques personnelles? • Quels sont les faits qui vous inquiètent et leur fréquence? • Avez-vous été témoin de gestes, d'attitudes, etc.? • Quels sont les facteurs de vulnérabilité de l'enfant? • Quels sont les impacts de la situation sur lui? • Quels sont les facteurs de protection? • Quelles sont la capacité et la volonté des parents devant la situation? • Savez-vous si des ressources du milieu (familiales, communautaires, professionnelles) viennent déjà en aide à l'enfant ou à ses parents?

Source : Direction de la protection de la jeunesse et du programme jeunesse du Bas-Saint-Laurent, volet pratique professionnelle et développement clinique (2023). Repérage du nouveau-né à risque de maltraitance, plan de services préventifs et intensifs en période prénatale, CISSS Chaudière-Appalaches

COMPRENDRE LES OBLIGATIONS PROFESSIONNELLES EN MATIÈRE DE SIGNALEMENT³

Article 39 LPJ

Tout professionnel qui, par la nature même de sa profession, prodigue des soins ou toute autre forme d'assistance à des enfants et qui, dans l'exercice de sa profession, a un motif raisonnable de croire que la sécurité ou le développement d'un enfant est ou peut être considéré comme compromis au sens de l'article 38 ou de l'article 38.1 est tenu de signaler sans délai la situation au directeur; la même obligation incombe à tout employé d'un établissement, à tout enseignant, à toute personne œuvrant dans un milieu de garde ou à tout policier qui, dans l'exercice de ses fonctions, a un motif raisonnable de croire que la sécurité ou le développement d'un enfant est ou peut être considéré comme compromis au sens de ces dispositions.

³ Source : Publications Québec (2024). *Loi sur la protection de la jeunesse*

Article 40 LPJ

La personne qui a effectué un signalement en vertu de l'article 39 peut communiquer au directeur toute information pertinente liée au signalement concernant la situation de l'enfant en vue d'assurer la protection de ce dernier.

Il en est de même de la personne qui, dans l'exercice d'une profession ou d'une fonction visée au premier alinéa de cet article, a été impliquée dans un tel signalement.

Article 41 LPJ

Les articles 39 et 40 s'appliquent même aux personnes liées par le secret professionnel, sauf à l'avocat et au notaire qui, dans l'exercice de leur profession, reçoivent des informations concernant une situation visée à l'article 38 ou 38.1.

Dans le but de guider la pratique concernant les nouvelles dispositions législatives en matière de confidentialité et de faciliter une compréhension partagée des règles applicables avec les partenaires :

[Outils de soutien à la pratique concernant la confidentialité — Dispositions générales et règle d'interprétation — Loi sur la protection de la jeunesse — Publications du ministère de la Santé et des Services sociaux](#)

EN CAS DE DOUTE QUANT À LA NÉCESSITÉ DE SIGNALER

J'APPELLE ! 

Il est possible de contacter la centrale de signalement afin de la **consulter** concernant une situation à risque ou pour effectuer un **signalement** en tout temps (24 heures/24 et 7 jours/7) en appelant au numéro correspondant à la DPJ de votre région. Voir la section [Coordonnées du DPJ](#) sur Québec.ca.

LE SAVIEZ-VOUS?

Des programmes d'intervention préventive et collaborative sont déjà en vigueur dans certaines régions du Québec. Ils pourraient inspirer des initiatives similaires dans les régions.

LE PROGRAMME CONCERTO-ACCUEIL DU NOUVEAU-NÉ vise à développer une intervention précoce et préventive propre à assurer la protection de l'enfant à naître ou du nouveau-né. Il s'applique aux parents et aux futurs parents qui présentent des facteurs de risque de maltraitance envers leur enfant. Ce programme consiste en un changement de pratiques, mais ne nécessite pas de main-d'œuvre supplémentaire. Il est actuellement disponible notamment dans les régions de la Chaudière-Appalaches, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Bas-Saint-Laurent.

LE PROGRAMME MAIN DANS LA MAIN et **LE PROGRAMME ROND-POINT** offrent des services de santé et psychosociaux, sur une base volontaire, à de futurs parents aux prises avec une consommation abusive de substances psychoactives. Ils sont offerts dans les établissements de la région de Montréal (clientèle francophone et allophone).

BIBLIOGRAPHIE

Direction des soins infirmiers, volet pratique professionnelle et développement clinique. *Programme Concerto et plan de services préventifs et intensifs en période prénatale : obstétrique*, Environnement numérique d'apprentissage (ENA), CISSS du Bas-Saint-Laurent. <https://fcp.rtss.qc.ca/course/view.php?id=14140>

Direction de la protection de la jeunesse et du programme jeunesse du Bas-Saint-Laurent, volet pratique professionnelle et développement clinique (2023). *Repérage du nouveau-né à risque de maltraitance, plan de services préventifs et intensifs en période prénatale*, CISSS Chaudière-Appalaches.

Institut national de santé publique du Québec (2018). *Rapport québécois sur la violence et la santé*, sous la direction de Julie Laforest, Pierre Maurice, Louise Marie Bouchard, gouvernement du Québec.

Low-Décarie, C., Béliveau, S. et Archambault, E. (2022). ABCdaire-suivi collaboratif des 0 à 5 ans, *Reconnaître la possibilité de maltraitance chez le très jeune enfant*. <https://enseignement.chusj.org>

Ministère de la Santé et des Services sociaux (2007). *Guide d'intervention auprès des familles d'immigration récente-Naitre ici et venir d'ailleurs*, gouvernement du Québec.

Petitpas, J., Pauzé, R., Albert, J. et Julien, C. (Révision juillet 2019). *Recension des écrits sur les facteurs de risque associés à la négligence, les conséquences possibles sur les enfants et sur les interventions*, Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale, Centre de recherche universitaire sur les jeunes et les familles, Université Laval.

Plan de travail (2022). *Propositions d'actions pour renforcer le repérage et favoriser l'accompagnement des parents et futurs parents qui suscitent des inquiétudes quant à la sécurité et à la réponse aux besoins de base du nouveau-né*, MSSS.

Publications Québec (2024). *Loi sur la protection de la jeunesse*. www.legisquebec.gouv.qc.ca/fr/document/lc/P-34.1